

Elections Législatives du 18 Novembre 1962

Circonscription de GUINGAMP

Electrices, Electeurs,

J'ai accepté de présenter ma candidature à l'élection législative du 18 novembre, beaucoup moins pour briguer une nouvelle charge que pour faire connaître notre point de vue sur les problèmes posés à notre pays en cette fin d'année 1962 et qui nous intéressent tous.

Nous vivons une période de mouvement où tout se transforme autour de nous. Toutes les activités sont à la recherche d'un nouvel équilibre.

Nous assistons notamment à un phénomène de concentration depuis longtemps prévu par le socialisme qui s'accélère de nos jours.

Il aboutit à la concentration sans cesse accrue d'entreprises qui occupent sur le marché une situation privilégiée et à la concentration géographique des activités nationales dans certaines régions surindustrialisées et suréquipées.

Les économies locales se trouvent ainsi bouleversées : les entreprises petites ou moyennes de nos villes et de nos campagnes subissent une concurrence de plus en plus inégale ; le commerce traditionnel est menacé par des organismes tentaculaires dont la tête se trouve hors de la région ; les exploitations agricoles voient se dresser devant elles des formes rivales de production qui les obligent à reconsidérer leurs conceptions et leurs structures ; la main-d'œuvre salariée dont on exige toujours plus de productivité et de rendement maintient avec peine son pouvoir d'achat à coup d'heures supplémentaires.

Ce phénomène s'accroît avec l'application du **Marché Commun** qui tend à éliminer les entreprises les plus faibles et les régions les moins bien placées.

Il est encore accentué par le régime qui est l'instrument des puissants intérêts qui commandent cette évolution et en bénéficient.

Cette évolution est sans doute inévitable.

La question est de savoir si elle se fera au profit de la masse des travailleurs ou si elle continuera à se faire contre eux et contre certaines régions.

Ainsi se trouve posé le problème du pouvoir politique qui peut et doit intervenir pour assurer les transitions, faciliter les adaptations indispensables, mettre au service des hommes les moyens prodigieux dont ils disposent au 20^e siècle pour agir sur les choses.

Les hommes d'aujourd'hui, les jeunes d'aujourd'hui surtout, doivent savoir en effet que les moyens créés par l'immense essor des sciences et des techniques créent des conditions toutes nouvelles. Seuls les égoïsmes et les privilèges des uns, l'ignorance, le manque d'information, la passivité du plus grand nombre s'opposent à la réalisation de perspectives autrefois qualifiées d'utopiques.

Le P.S.U. s'adresse à vous et vous dit que des choses sont aujourd'hui possibles qui ne l'étaient pas encore il y a quelques années.

IL EST POSSIBLE DE SOUMETTRE LES GRANDS INTERETS PRIVES A L'INTERET GENERAL.

— par la planification démocratique et décentralisée.

— par les nationalisations des grandes entreprises capitalistes (comme la sidérurgie, l'industrie chimique, etc...) qui dominent aujourd'hui l'économie et l'orientent à leur profit.

IL EST POSSIBLE DE SATISFAIRE LES REVENDICATIONS DES CLASSES LABORIEUSES par la réduction de la durée hebdomadaire du travail sans diminution de salaire, par la généralisation du salaire mensuel garanti, par la suppression des abattements de zone, par l'amélioration des retraites, par le contrôle des travailleurs sur la gestion des entreprises.

IL EST POSSIBLE DE REpondre AUX ASPIRATIONS DES EXPLOITANTS FAMILIAUX AGRICOLES exprimées notamment par des éléments jeunes et dynamiques qui prévoient les effets du **Marché Commun** dans l'improvisation actuelle et déplorent l'insuffisance d'une loi d'orientation agricole qu'il faut d'abord appliquer, ensuite élargir. Notre parti comprend

le bien fondé et le caractère progressiste des revendications paysannes de ces dernières années : la recherche de la parité par la garantie des prix indexés mais aussi la sauvegarde de l'exploitation familiale dans la voie de la gestion coopérative des moyens de production et de commercialisation.

Produire dans de meilleures conditions ce qui suppose : réforme des structures agraires (et moyens donnés aux sociétés d'aménagement foncier), véritables retraites aux exploitants âgés, remembrement, formation professionnelle, vulgarisation, prêts, etc...

Ecouler la production à des prix plus rémunérateurs (ce qui est désormais plus difficile que de produire) ce qui suppose le développement de la coopération, des SICA, la construction d'abattoirs, silos collectifs, marchés gares, etc...

Vivre dans d'autres conditions ce qui suppose un aménagement national de l'espace rural revitalisé par les équipements collectifs : aide à l'habitat rural, chemins, adduction d'eau, foyers culturels et sportifs, services publics cantonaux, équipement hôtelier et touristique, renaissance d'un artisanat moderne, etc...

IL EST POSSIBLE DE REpondre AUX BESOINS DE LA JEUNESSE QUI MONTE

— par la démocratisation réelle de l'enseignement sur la base de la laïcité facteur de paix et de tolérance et la créa-

tion d'un service public de l'Education Nationale donnant à chacun sa chance par les bourses, la gratuité des fournitures, le présalaire étudiant.

— par une véritable **politique de la jeunesse** organisant l'orientation, la promotion sociale, les foyers urbains et ruraux, l'encouragement aux sports.

Mais cela suppose que soient réservés pour ce secteur essentiel de notre avenir national des crédits largement attribués pour les constructions scolaires et l'application des réformes nécessaires.

IL EST POSSIBLE DE CONSTRUIRE DES LOGEMENTS en créant un Service National de l'Habitat qui, avec la mission de mettre fin au drame des mals logés, serait doté des moyens indispensables dont ne sont pas pourvus les offices H.L.M. submergés par les candidats à un logement décent.

Le P.S.U. composé d'hommes qui ont dénoncé les jeux stériles de la IV^e République et de jeunes éléments venus des syndicats de toutes tendances et des associations populaires vous propose cette politique.

Elle suppose une transformation de nos structures politiques : institutions et partis ; elle commande des choix différents de ceux qui sont faits depuis trop de temps.

Tout le monde a conscience, malgré le succès des référendums-plébiscites, du caractère provisoire du régime sous lequel nous vivons depuis 1958 et personne ne croit à la survie de la V^e République après de Gaulle.

J'exposerai au cours de mes réunions quelle est notre conception d'une République moderne assurant l'équilibre des pouvoirs, la continuité des vues et la participation active des citoyens à la vie publique.

Je pense que dans la situation actuelle, après l'accroissement des pouvoirs que le Président de la République tirera du dernier référendum, il est nécessaire que vos représentants soient indépendants à l'égard de l'exécutif. Si vous choisissez pour vous représenter les candidats officiels que vous conseille le gouvernement, il n'y aura plus de contrepoids et le caractère monarchique du régime ira en s'aggravant.

Les cinq députés sortants des Côtes-du-Nord sont les élus de la droite. Trouvez-vous normal qu'un département comme le nôtre n'ait aucun représentant de gauche ?

La confiance de nos amis du P.S.U. me présente à vos suffrages.

Beaucoup d'entre vous me connaissent. Partisan convaincu de la nécessité d'unir toutes les forces progressistes sans exclusive, comme l'ont fait nos camarades à Saint-Brieuc, j'ai déjà eu l'honneur en 1936 de représenter l'arrondissement de Guingamp après avoir été élu comme candidat de l'union des gauches. J'ai adhéré au P.S.U. avec Mendès-France parce que j'ai compris comme lui que le moment était venu de « s'attaquer à la bastille du capitalisme », et qu'il faut rechercher, pour cela des formules nouvelles.

Ceux qui voudront bien me faire confiance savent qu'ils pourront compter sur ma fidélité aux principes que j'expose et sur ma vigilance dans la défense des intérêts de notre département agricole et maritime où l'industrie doit se développer pour arrêter l'hémorragie des départs et créer les emplois nécessaires aux jeunes.

J'ai donné à ce sujet mon accord à la loi programme élaboré par le C.E.L.I.B., mais elle ne pourra être appliquée que dans le cadre d'une planification réelle et d'une décentralisation industrielle qui ne doit plus se faire aux seuls frais des régions défavorisées et dans un climat d'une concurrence poussant les villes bretonnes à de lourdes surenchères payées par les travailleurs et profitant aux intérêts privés.

A tous ceux qui sont d'accord sur ce qui précède je demande de le faire connaître autour d'eux ; la brièveté de la campagne électorale ne me permettant pas sans doute de passer dans toutes les communes, je m'excuse auprès des amis que j'aurais voulu rencontrer.

Je souhaite que cette campagne soit l'occasion d'un réveil des ferveurs républicaine et socialiste, prenant conscience de leur force et la certitude que leurs espérances d'autrefois peuvent devenir aujourd'hui la réalité d'un monde meilleur, dont la construction dépend d'abord d'eux-mêmes, de leur union, de leur foi, de leur volonté.

Votez pour une démocratie nouvelle.

Votez pour le P.S.U., pour un socialisme vivant et constructif répondant aux exigences de l'heure.

P.S. — Etant donné le nombre de candidats, il ne semble pas qu'il puisse y avoir d'élu au 1^{er} tour. Nous vous demandons cependant de ne pas vous abstenir car le premier tour prépare le second, l'union de la gauche devant se faire sur le nom du candidat le mieux placé. Vous voterez le 18 Novembre pour le candidat qui aura le plus de chances de battre la droite au second tour.

IL EST POSSIBLE DE REPONDRE A L'ANGOISSE DU MONDE saisi de vertige devant les affrontements des grandes puissances appuyées sur la menace de leurs armes atomiques.

Un pays comme la France pourrait tenir un rôle essentiel en faisant entendre la voix de la raison et de l'humanité, en se dégageant d'un bloc comme de l'autre par un neutralisme actif seul garant de la paix, en condamnant toutes les expériences nucléaires, en renonçant à la force de frappe inutile et ruineuse, en appelant au désarmement général progressif et contrôlé.

IL EST POSSIBLE DE BATIR L'EUROPE, MAIS L'EUROPE DES PEUPLES ET NON L'EUROPE DES TRUSTS en développant les liens entre les partis de gauche et les syndicats des divers pays européens.

Suppléant : **Jean KÉRIBIN**

Artisan Rural

Maire de Maël-Carhaix

Pierre SERANDOUR

Officier de la Légion d'Honneur

Trésorier Principal des Finances

Ancien Député de Guingamp

(Lieutenant Colonel PRAX des F.F.C.)

Adjoint au Maire de Plussulien

Candidat du P S U